

Mon droit. Mon avenir.

RAPPORT ANNUEL

2014

kiyo
ONG des
droits de l'enfant

DESSENOU
DE CIDA
PETRO



Table des matières

Préface	p 3
Qui est KIYO?	p 4
Droits de l'enfant? Pardon?	p 5
KIYO en Belgique	p 6
Au Brésil en 2014	p 7
2014 aux Philippines	p 8
La Région des Grands Lacs en 2014	p 9
Compte de pertes et profits 2014	p 10
Collaborateurs de KIYO	p 13

Préface

2014 fut une année symbolique pour KIYO et le monde des droits de l'enfant. Le 20 novembre 2014, cela faisait exactement 25 ans que la Convention internationale des Droits de l'Enfant a été signée. Cette convention, adoptée en 1989 par l'Assemblée Générale des Nations Unies et qui est en vigueur depuis 1990, est d'une grande importance pour les droits de l'enfant dans le monde entier. Pour la première fois dans l'histoire, un cadre juridique obligatoire était instauré qui garantit que tous les enfants bénéficient d'une protection, mais peuvent aussi revendiquer leurs propres droits. 2014 a été une année de réflexion sur ces 25 ans des droits de l'enfant. Dans ce cadre, KIYO a également participé à diverses activités et publication en Belgique.

En 2014 KIYO a commencé un nouveau programme de trois ans financé par la DGD (le Ministère fédéral de la Coopération au Développement). Dans tous les pays où KIYO est actif, l'ensemble des organisations partenaires a été étendu ou corrigé. Aux Philippines par exemple, nous avons commencé avec deux nouveaux partenaires (Bidlisiw et Tambayan), qui mettront l'accent sur le travail avec les communautés, les familles et les filles de la rue (une nouvelle orientation au sein de notre groupe cible).

Il y a eu beaucoup de mouvement au Brésil. Le pays était l'hôte de la Coupe du Monde de Football et cela a engendré beaucoup de choses pour la population locale. Plusieurs bidonvilles, les enfants de la rue et des communautés autochtones de Rio de Janeiro, où KIYO est actif devaient disparaître de la scène et, souvent d'une manière violente pour faire place à la construction des stades de football, des parkings et d'autres infrastructures pour le tourisme de masse. KIYO avait souligné cet «envers du décor» de la Coupe du Monde dans une campagne visant à sensibiliser le grand public en Belgique. Au même temps, un signal de départ pour la construction d'un centre sportif pour les enfants des favelas et de la rue avait été donné. En répondant à leur droit au sport et au jeu, un droit de l'enfant à part entière, ils reçoivent ainsi la chance de vivre les grands événements sportifs d'une manière positive.

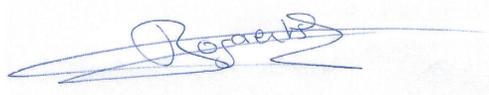
Il y avait également beaucoup de tensions dans la région des Grands Lacs. L'Est du Congo avait encore une fois souffert du conflit qui avait de nouveau repris. Et en 2014, le Burundi avait commencé à se préparer à tous les niveaux pour les élections, qui se tiendront à partir de mai jusqu'en août 2015. Les défis sont grands: l'impact peut influencer sur la démocratie et la paix dans ce pays post- conflit et dans la région des grands lacs.

KIYO a enregistré des résultats positifs en 2014. La lutte pour les droits des enfants, y compris les enfants les plus vulnérables, sera poursuivie avec succès.

Bonne lecture et merci pour votre soutien !



François Ryckaerts
Président



Iris Bogaerts
Directrice Générale

Qui est KIYO?

KIYO représente donc 'Kids et Youth'. **TOUS** les Kids et Youth. KIYO rêve d'un monde dans lequel **tous les enfants** jouissent d'une **égalité de chances**, peuvent se développer pleinement et reçoivent l'opportunité de prendre **leur futur en main**. Chaque enfant doit pouvoir grandir dans un environnement dans lequel les parents, les communautés et les gouvernements réalisent ensemble **leur croissance, leur protection et leur participation** dans la société.

KIYO lutte pour les droits des enfants les plus vulnérables au Sud et pour la sensibilisation sur les droits de l'enfant en Belgique. La priorité est donnée aux enfants qui sont les moins capables de se protéger, comme les enfants de la rue, les enfants en conflit avec la loi, les orphelins, les (anciens -) enfants soldats et les enfants indigènes. Actuellement KIYO est active au Brésil, en RD Congo, aux Philippines et au Burundi. KIYO n'a pas de projet propre, mais soutient les organisations locales. En effet, elle est convaincue des points forts que présentent les pays dits du Sud. De plus, cette façon de travailler à plus d'impact et les résultats sont durables.

KIYO est aussi active en Belgique. KIYO encourage les enfants et les adultes à s'engager pour les droits de l'enfant. Elle atteint les jeunes à l'école et dans le contexte extra-scolaire. En collaboration avec d'autres organisations, KIYO met tout

en œuvre pour placer les « droits des enfants » sur l'agenda politique belge. Elle est membre de la Coalition Flamande pour les Droits de l'Enfant et de la Plateforme des Droits des Enfants dans la Coopération au Développement.

Les 5 domaines d'actions

L'autonomisation des enfants (ayants droit) : KIYO considère les enfants – les ayants droit – comme des citoyens actifs en mesure de contribuer à donner forme à leur propre développement ; elle les renforce pour revendiquer leurs propres droits.

Renforcement des capacités des obligataires de droits (parents, communautés, professeurs, animateurs jeunesse, gouvernements, société civile, etc.) : KIYO soutient les obligataires de droits de manière à ce qu'ils soient en mesure de mettre en pratique les droits des enfants.

Plaidoyer : KIYO rappelle aux gouvernements leurs responsabilités en ce qui concerne la prise en compte des droits de l'enfant dans leur politique ainsi que leur bonne application effective.

Sensibilisation : KIYO informe les enfants (ayants droit) et les autorités sur les différents droits de l'enfant.

Services directs aux enfants (ayants droit) : KIYO fait en sorte que les enfants aient accès aux besoins basiques (accès à un logement et à la nourriture, soutien juridique et psychologique, enseignement, etc.). Des projets-exemple sont réalisés afin de servir de modèle dans les activités de lobbying de manière à ce qu'ils soient par la suite adoptés par les gouvernements.





Droits de l'enfant? Pardon?

KIYO est une ONG de coopération au développement qui lutte pour les droits des enfants les plus vulnérables. Pourquoi KIYO a-t-elle choisi le thème de « droits de l'enfant » ?

- Il est à savoir que les enfants constituent **la majorité de la population mondiale** et que ce sont eux qui déterminent **l'avenir de la société**. Investir dans les enfants signifie construire **d'une façon structurelle un monde plus juste**.
- Les enfants représentent un des **groupes les plus vulnérables** de la société. Ils ont besoin de soutien supplémentaire pour apprendre à défendre leurs droits, de façon à ce qu'ils puissent participer dans la société.
- KIYO s'engage pour les **droits** des enfants, et pas pour des **besoins**. De cette manière, KIYO veut créer de l'impact à long terme.

Chaque enfant est né avec des droits. Les droits sont des choses qui vous appartiennent et pour lesquelles vous ne devez en principe rien faire. Vous les avez et personne ne peut vous en priver. Chaque enfant dans le monde bénéficie des droits de l'enfant jusqu'à l'âge de 18 ans. En 1989, presque tous les pays dans le monde ont écrit et ratifié ces droits dans **la Convention Internationale des Droits de l'Enfant**. Ainsi, **chaque enfant dans le monde entier est assuré des mêmes droits**.

KIYO en Belgique

En 2014, le fonctionnement éducatif de KIYO a été approfondi et étendu. KIYO a lancé différents trajets avec 'les écoles d'amitié'. Elle a mis en place des ateliers et des actions en collaboration avec les enseignants et les élèves de différentes écoles, autour de la problématique des (ex)-enfants-soldats dans l'est du Congo et des enfants des rues en Inde et au Brésil. 13 élèves et 3 enseignants d'une école issue de Koekelare ont aussi été préparés en vue de leur voyage d'immersion qui aura lieu en 2015 au Brésil. Ils y échangeront des expériences avec des enfants dans les favelas et des enfants des rues, entre autres sur le thème 'droits de l'enfant au Brésil', avec la Coupe du monde de football et les jeux olympiques à l'arrière-plan. KIYO a également lancé des trajets avec 'les écoles des droits de l'enfant': elle a apporté à KOSH Herentals un accompagnement personnalisé centré sur le climat des droits de l'enfant dans l'école, et elle a collaboré avec IVG Gand autour du thème de la pauvreté infantile à Gand auquel les élèves contribueront activement. La coopération avec Islamic Relief Belgium au sujet de l'éducation des droits de l'enfant dans les écoles musulmanes à Bruxelles a été renforcée et continue. 2014 a aussi été une année très chargée en ce qui concerne le projet éducatif Terlibat! Des jeunes de la Belgique, du Brésil, de l'Indonésie et du Burundi ont participé à la préparation, à l'exécution, à l'évaluation des activités, et à la fabrication de matériel éducatif. Le but est que le matériel est entièrement adapté aux jeunes et que ceux-ci s'y reconnaissent eux-mêmes. Il était intéressant et instructif de constater comment 'la participation' dans différentes cultures est traduite dans la pratique.

Pour le projet 'No Rights, No Glory', 10 groupes de jeunes du Nord et 5 du Sud ont réfléchi à travers des ateliers interactifs au sujet de la signification du 'droit au sport' et des méga-événements sportifs, comme la Coupe du monde de football et les jeux olympiques, dans la vie des jeunes. Les jeunes des associations sportives, des mouvements de jeunesse et des écoles en Belgique, ainsi que des enfants dans les favelas et des enfants des rues de Rio ont porté leur témoignage sur cassette vidéo. À

partir de septembre, 30 groupes de jeunesse dans le Nord et dans le Sud ont relevé le défi de rassembler les 5 bagues olympiques en participant à des ateliers inspirants, des actions sportives et solidaires et en formulant des défis pour d'autres groupes de jeunesse. 'Les droits de l'enfant et du sport' a aussi été le thème de la campagne de sensibilisation 'OFFSIDE'. Au cours de la Coupe du monde de football, KIYO a donné au grand public en Belgique l'opportunité de découvrir le revers de la médaille de cette fête grandiose à la gloire du football, ainsi que du droit au sport pour les jeunes à l'échelle mondiale. Pour ce faire, KIYO a utilisé les médias sociaux, des vidéos en ligne, des représentations du documentaire 'Pablo' et des émissions de télévision ou de radio.

En 2014 le 25e anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant a été célébré. KIYO a participé au Forum Ouvert de la Coalition pour les droits de l'enfant, qui était orienté sur l'éducation aux droits de l'enfant envoyé. Différents experts en droits de l'enfant ont échangé des expériences et ont formulé des recommandations politiques. Suite aux élections, la Plate-forme Droits de l'Enfant dans la Coopération au Développement, à laquelle KIYO appartient, a un memorandum au ministre compétent et a organisé en collaboration avec la Coalition '2015 - De Tijd Loopt' un meeting d'experts concernant la façon d'appliquer une approche centrée sur les droits de l'enfant dans les projets de développement. Puis, suite à 'POST 2015', la Plate-forme s'est engagée à accorder une attention constante aux droits de l'enfant dans la coopération au développement. En 2014, KIYO a lancé son fonctionnement avec quatre piliers d'organisation (en général des a.s.b.l., des ONG non reconnues, qui s'engagent dans une coopération au développement). Les prochaines années KIYO veut, avec la participation de ceux-ci, examiner comment leurs projets peuvent être orientés davantage sur les droits de l'enfant. Il a été décidé de se consacrer aux thèmes 'punitions corporelles', 'orphelinats' et 'les enfants des rues'.

Au Brésil en 2014

Les partenaires brésiliens ont entrepris des actions directes pour la réintégration des enfants des rues et en conflit avec la loi à Rio de Janeiro, la sensibilisation aux droits des enfants et l'influence politique pour réduire les violations des droits des enfants.

On a travaillé autant que possible pour une image positive des enfants vulnérables réintégrés qui envisagent un nouveau futur. Les partenaires de KIYO : AMAR, PAMEN et Favos de Mel se sont occupés de l'accueil alternatif de 1.189 enfants des rues et des favelas qui ne suivent autrement pas d'enseignement. Au cours de la coupe du monde de football, KIYO a également commencé un nouveau projet pour l'inclusion sportive des enfants vulnérables à Rio. Un terrain non cultivé de AMAR a été transformé en un terrain de sport. Quelques 950 enfants des rues et des favelas pouvaient y faire du sport à cœur joie et 230 enfants ont même participé à un tournoi de football alternatif pour enfants. Parmi les enfants des rues, 50 jeunes leaders ont été formés. Ils représenteront en 2015 les enfants des rues aux conférences nationales des jeunes où on se penchera sur la politique des jeunes au Brésil des cinq prochaines années.

RRC (un réseau de 12 organisations d'enfants des rues à Rio) a sensibilisé le large public aux pratiques d'arrestation violentes des enfants des rue lors des grands événements sportifs (la coupe du monde de football 2014 et les Jeux Olympiques 2016). Il a publié quelques contributions informatives pour bien informer les médias, le milieu universitaire et les services publics d'aide sociale à la jeunesse sur comment ils peuvent appliquer la loi brésilienne de la jeunesse (ECA). CEDECA, PAMEN et RRC ont attiré l'attention du gouvernement sur sa respon-

- Plusieurs bidonvilles, les enfants de la rue et des communautés autochtones de Rio de Janeiro devaient disparaître de la scène et, souvent d'une manière violente, pour faire place à la construction des stades de football, des parkings et d'autres infrastructures pour le tourisme de masse.

sabilité dans les actions policières brutales dans les bidonvilles et sa responsabilité dans les multiples violences et meurtres de mineurs dans le système répressif des centres de rééducation. Les avocats des enfants du centre des droits des enfants CEDECA ont élaboré des dossiers. Ceux-ci ont été utilisés par les organisations internationales des droits humains et la commission ONU des droits des enfants pour exercer une pression sur les autorités brésiliennes et la justice en faveur d'une politique préventive sans danger pour les enfants. Les partenaires de KIYO se sont montrés prêts à partager leurs expériences et 'good practices' avec le gouvernement en ce qui concerne l'accueil en liberté des enfants qui ont déjà eu affaire à la justice, au lieu de les mettre dans des prisons bondés.

Via son Facilitateur de Programme local, KIYO a offert aux organisations partenaires un renforcement de capacité en faveur d'une meilleure gestion et de meilleures connaissances thématiques. De cette façon, on peut encore mieux se consacrer au développement durable et aux modèles alternatifs d'intégration des enfants exclus. KIYO veut faire la différence dans la vie d'autant d'enfants, et tout cela quand la ville de Rio est au centre de l'intérêt international dans le cadre de la coupe du monde de football et des Jeux Olympiques.



2014 aux Philippines

En 2014, KIYO en collaboration avec ses partenaires Philippins a progressé dans sa volonté de garantir les droits et la réinsertion des enfants de la rue et des enfants en conflit avec la loi. 5 des 7 partenaires de KIYO ont aussi travaillé ensemble dans le passé: 'Childhope Asia Philippines' (CHAP) et 'Legal Assistance humanitaire Fondation' (HLAF) à Manille, 'Children's Legal Bureau' (CLB) dans Metropole de Cebu, 'Iloilo Children Welfare Fondation' (ICWF) dans la ville d'Iloilo et 'Child and Family Services Philippines Inc. (CFSPI) dans la ville de Baguio. Nous avons accueilli deux nouveaux partenaires: 'Bidlisiw Fondation' dans la métropole de Cebu et 'Tambayan Center for Children's Rights', dans les villes du sud de Davao et de Digos. En 2014, à côté des enfants de la rue – qui est toujours le groupe cible le plus vulnérable - et des enfants en conflit avec la loi – les enfants qui sont dans le besoin ou sous mauvaise influence des autres finissent dans la petite délinquance, de façon préventive le groupe cible s'étend à des enfants qui risquent de finir dans la rue et le crime. Avec Tambayan en 2014, une attention particulière est accordée à la situation spécifique des filles de la rue en raison de la violence et de l'abus des gangs de jeunes.

5 sur 7 partenaires ont donné à 600 enfants l'accès à des services directs (conseil principalement psychologique, soins médicaux et éducation), dont une moitié de filles et l'autre de garçons. ½ de ces enfants sont des enfants en situations de risque, 1/5 des enfants sont en conflit avec la loi et 1/3 sont des enfants de la rue, principalement dans la capitale Manille. 6 sur 10 de ces enfants n'avaient pas d'éducation. La plupart des efforts sont allés vers un soutien psychologique de ces enfants et, le cas échéant, de leurs parents grâce à des formations mettant l'accent sur des valeurs positives de la vie, comme par exemple la confiance en soi et une bonne parentalité. Chez 1/3 des enfants, et plus de la moitié des ménages cela a conduit à des changements positifs de comportement. Les enfants ont arrêtés leurs mauvaises habitudes de voler et de se droguer et ont montré leur détermination à terminer ou continuer leurs études. Les parents

ont appris à encourager leurs enfants, à se contrôler dans les moments difficiles et ne plus leur infliger de châtiments corporels. Grâce aux efforts des partenaires, une partie des enfants pourraient renouer avec l'éducation formelle ou alternative, y compris dans les écoles de Don Bosco. Les enfants les plus vulnérables à Manille, Davao et Digos étaient plus informés et plus particulièrement soutenus dans leur situation sanitaire. La pauvreté, la cause profonde des problèmes de notre groupe cible (les enfants et de leurs familles), est également montré en 2014 comme un défi majeur et à l'avenir nous devons continuer d'être créatif.

4 des 7 partenaires ont fait de la sensibilisation à travers des campagnes d'éducation et la création de groupes de jeunes et d'adultes volontaires, afin de permettre une meilleure compréhension du grand public des problèmes des enfants de la rue et des enfants en conflit avec la loi. Ainsi, notre partenaire ICWF à Iloilo a mené une campagne de vente de T-shirt "Hurt me no more – Love me more."

Tous les sept partenaires ont fait du plaidoyer et ont atteint un total de 54 conseils locaux pour la protection des enfants, dont 47 dans les villages, 3 dans les communes, 3 dans les villes et 1 au niveau provincial. Ces conseils, qui sont obligatoires par la loi mais dans la pratique souvent négligés, est promue par nos partenaires afin de renforcer leurs capacités. Grâce à un meilleur fonctionnement, une centaine d'enfants en prison ayant commis un crime et qui peuvent jouir des peines de substitutions sont guidés et réintégrés dans la communauté.

Pour les deux prochaines années de notre programme soutenu par DGD nos partenaires visent à poursuivre leurs opérations autour du service direct, de la sensibilisation, du plaidoyer et de tripler sa gamme. Le siège à Manille en 2014 a également stimulé son rôle de facilitateur dans le renforcement des capacités des partenaires chargés de la mise en œuvre, de l'échange mutuel des réussites et des leçons apprises, et l'influence de la politique nationale des droits de l'enfant.

La Région des Grands Lacs en 2014

Dans la Région des Grands Lacs, KIYO est active au Burundi et en République Démocratique du Congo (RDC) dans le domaine des droits de l'enfant et la sécurité alimentaire. La région reste troublée par de nombreux conflits. Au Nord-Kivu, les groupes armés continuent de massacrer les communautés sans qu'aucune intervention ne parvienne à éradiquer ces exactions. Au Burundi, l'échéance électorale de 2015 a commencé à se faire sentir. L'enjeu est grand pour le pays et la société civile en construction.

Au Burundi, KIYO a apporté son soutien à 4 associations. AFEV a formé 24 enfants, dont 16 ont pu retrouver un emploi et subviennent aujourd'hui à leurs besoins. OIDEB, spécialisé dans l'assistance judiciaire des enfants spoliés de leurs droits, des mineurs en conflit avec la loi et dans la formation des acteurs de la justice, a pris en charge 46 dossiers dont 13 sont déjà clôturés. Plus spécifiquement, les enfants en situation de rue ont été pris en charge par l'ASBL GIRIYUJA afin de les réinsérer dans un système social et scolaire adapté. Plus de 1200 ont bénéficié de leurs services et 50 enfants ont été réinsérés dans leur famille ou sont retournés à l'école. KIYO a commencé le partenariat avec FVS-AMADE, spécialisée dans la mise sur pied de comités de protection de l'enfant. Elle a développé et soutenu des comités dans 2 communes. Enfin KIYO a commencé à construire un centre d'accueil et d'écoute des enfants en situation de rue à Ngozi afin qu'ils puissent recevoir des services de premières nécessités (écoute, soin de santé et aide légale) et de se créer un avenir en dehors de la rue.

En RDC, au Nord-Kivu, Centre Dorika, a mis en place 4 clubs réunissant des enfants vulnérables afin de les sensibiliser et de favoriser leur développement social. 6 écoles-pilotes ont participé à la mise en œuvre d'un modèle pédagogique alternatif respectueux des droits de l'enfant. A travers de CEFADES 64 enfants, dont des ex-enfants soldats et des enfants de la rue, ont bénéficié de formations, de suivi psychosocial et d'une réintégration communautaire. La plupart d'entre eux ont aujourd'hui retrouvé du travail et subviennent à leur besoin.

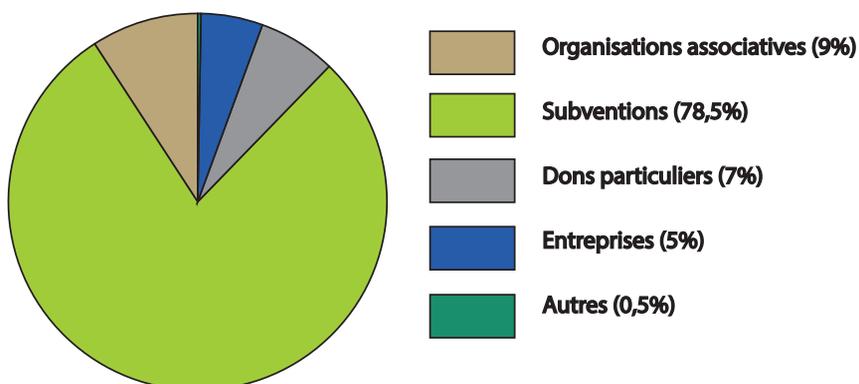
En août 2014, le programme Musakala, qui visent l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la stabilité des déplacés des 5 villages dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu), a inauguré une 6ème tranche pour 12 mois supplémentaires. Le droit à l'alimentation fait partie intégrante de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Ce programme vise une réponse durable aux besoins de base prioritaires de populations déplacées, y compris des enfants vulnérables. Le partenaire local est le Bureau Diocésain pour le Développement/Butembo-Beni (BDD). Le budget additionnel (500 000 EUR) a été exceptionnellement validé par le bailleur principal, le FBSA, en attendant – pour des raisons d'insécurité - la possibilité de faire réaliser l'évaluation finale de la phase 1, dont les résultats conditionneront le démarrage éventuel d'une seconde phase du programme. L'asbl belge « Islamic Relief » a une nouvelle fois répondu spontanément présent pour accompagner KIYO par le cofinancement de ce programme. Les résultats principaux de cette année ont visé principalement le renforcement des compétences agricoles et d'élevage de 350 familles déplacés, la finalisation des infrastructures de base (3 écoles primaires, 2 centres de santé, 4 coopératives, 27 points d'eau et 1 marché) et l'autonomisation durable de la gestion locale des communautés et du partenaire BDD.



Compte de pertes et profits

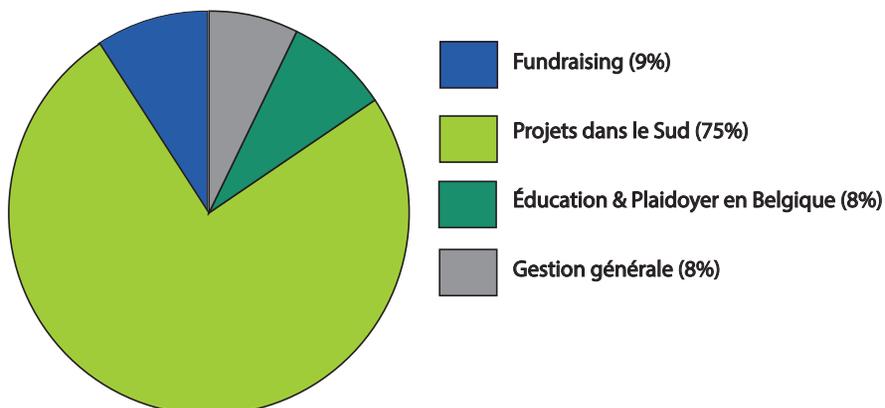
2014

Revenus des Dons & Subventions en 2014



TYPE REVENUS	DETAILS REVENUS	MONTANT (EN EURO)
Entreprises	VICT	75 000
	Delta Lloyd	28 874
Dons particuliers	Dons direct mailing	127 761
	Dons online	418
	Dons autres	4501
	Cotisations perçues	200
Subsides	DGD	1 007 660
	11.11.11.	35 569
	Province d'Anvers	3484
	VAIS I	30 400
	VAIS II	54 959
	VIA	1440
	Province de Brabant Flamand	29 189
	Province de Flandre Occidentale	32 181
	Unicef	115 230
	FBSA	259 541
Dons Associatifs	Kinderen van Rio solde 2013	3700
	Buddy's Road to Brazil	10 549
	Hudson	510
	Kinderen van Rio	3111
	Rotary Club Mortsel	10 000
	Écoles	80
	Sint Martinusstichting	52 318
	SOS Kids	10 550
	Globelink	4740
	Islamic Relief (Musakala)	45 448
	Islamic Relief (DGD Nord)	2154
	Porticus Benevolentia	35 500
Autres		9731
TOTAL		1 994 798

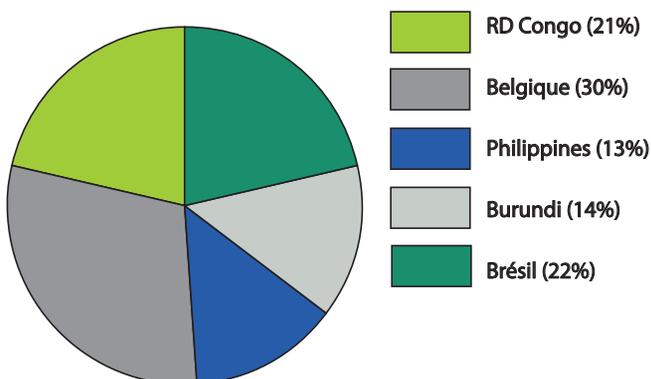
Dépenses en 2014



TYPE DÉPENSES	MONTANT (EN EURO)
Gestion générale	148 385
Éducation & Plaidoyer en Belgique	165 749
Projets dans le Sud	1 500 144
Fundraising	178 935



Dépenses projets par pays en 2014



PAYS	MONTANT (EN EUR)
Brésil	431 334
Burundi	277 961
Philippines	269 131
Belgique	597 755
RD Congo	422 771

Résultat 2014 & Budget 2015

	RÉSULTAT 2014 (EN EUR)			BUDGET 2015 (EN EUR)		
	Revenus	Dépenses	Résultat	Revenus	Dépenses	Résultat
Programme DGD	1 206 460	1 202 828	3632	1 592 711	1 592 708	1003
Programme BFSA	288 298	288 298	-	177 107	176 718	389
UNICEF	92 680	92 743	-63	33 979	33 979	-
Propres projets	29 310	29 213	97	17 375	17 375	-
VAIS2	57 638	57 638	-	60 255	63 000	-
Structure	148 971	148 973	-2	161 525	171 778	-10 253
Fundraising	177 182	179 260	-2078	272 500	248 214	24 286
TOTAL	2 000 539	1 998 953	1586	2 315 452	2 302 772	12 680



Perspectives pour 2015

Pour 2015, KIYO vise un résultat au moins à l'équilibre sur un budget de 2,3 millions d'euros. Pour réaliser son budget, KIYO devra d'une part conserver la confiance de ses bailleurs institutionnels principaux - la DGD, le FBSA, VAIS et UNICEF - qui subsidient respectivement les 4 programmes de KIYO à 80, 85%, 87% et 100%- et d'autre part, récolter les fonds nécessaires au co-financement de ces programmes et de ses frais de structure, avec pour cette rubrique, un plafond qualité fixé à 7% de son budget. Pour y arriver, KIYO développe une stratégie diversifiée. Elle va d'une part continuer à miser sur le développement de la confiance et de la fidélité de donateurs privés ; ce volet étant confié depuis 2014 à un prestataire spécialisé - Direct Social Communications.

Egalement, KIYO souhaite développer d'avantage ses partenariats social-privés avec des entreprises soucieuses de s'inscrire dans une démarche sociale en faveur des droits de l'enfant. KIYO s'engage par ailleurs à soutenir la durabilité et le développement de partenariats engagés avec différentes régions, villes, communes, fondations et associations. KIYO souhaiterait renouer aussi avec une stratégie de promotion de groupes de solidarités. Et enfin, KIYO souhaiterait progressivement développer des Activités Génératrice de Revenus, afin de sécuriser progressivement des réserves et diminuer sa dépendance aux bailleurs étatiques dont l'engagement budgétaire n'est pas garanti à long terme dans le secteur social des ONG.

Collaborateurs de KIYO

Notre équipe en 2014:

Iris Bogaerts - Directrice Générale

Magali Guyaut (< octobre 2014): Gestionnaire Financier et Gestionnaire du Programme Sud (Musakala)

Marleen van Audenhove - Gestionnaire du Programme Sud

Annelies Maertens - Gestionnaire du Programme Nord

Ilse Carlier - Education au Développement

Irina Meeusen - Communication et Récolte de Fonds

Céline Baes (< avril 2014)- Facilitateur du Programme Régions des Grands Lacs

Jan Daniels - Facilitateur du Programme Brésil

Joeri De Munck (avril - octobre 2014) - Facilitateur du Programme Philippines

Roger Camps (< novembre 2014)- Facilitateur du Programme Philippines

Un merci spécial aux bénévoles et aux stagiaires qui ont soutenu avec enthousiasme notre fonctionnement dans le Sud et en Belgique.



Conseil d'Administration - 2014:

Francois Ryckaerts (président)

Noël Degryse

Kathleen Coppens

Filip Vandenbempt

Jan De Paepe

Peter Tierens

Rue Brogniez 46; 1070 Bruxelles

0032 2 510 61 93

info@kiyo-ngo.be

www.kiyo-ngo.be



www.facebook.com/KIYOngovoorrechten



www.twitter.com/KIYO_ngo



Faites un don au: BE13 4350 2585 6139
Pour chaque don supérieur à 40 EUR une attestation fiscale vous sera délivrée.

Foto's: © Karen Nachtergaele, Filip Vandenbempt, Janpath, Lieve Blancquaert, Iris Bogaerts & Joost De Bock